

31 mai 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration du Président Emmanuel Macron à l'issue du Conseil européen.

Emmanuel MACRON

Bonjour à toutes et tous,

Je veux d'abord avoir évidemment un mot pour Frédéric LECLERC-IMHOFF et sa famille, votre collègue qui a été assassiné hier sur le sol ukrainien alors qu'il couvrait la guerre. Et je veux ici adresser mes condoléances, mon soutien, évidemment à ses proches, sa famille, à tous ses collègues et redire le soutien inconditionnel de la France à toutes celles et ceux qui font le travail qui est celui d'informer librement et couvrent la guerre aujourd'hui en Ukraine, comme tous les théâtres d'opération.

Le Conseil européen qui s'est tenu durant ces deux jours, ce Conseil exceptionnel que nous avons décidé à Versailles, a permis justement à la fois de traiter de la guerre en Ukraine et de poursuivre l'agenda de Versailles que nous avons défini. Sur ce qui est de la guerre, deux principales choses ont été décidées. D'abord, un sixième paquet de sanctions qui est extrêmement important puisqu'il permet de sanctionner à nouveau plus de 80 oligarques, d'interdire et de sanctionner trois chaînes de télévision, de "déswitter", comme on le dit, c'est-à-dire de sortir des systèmes de paiement la première banque, Sberbank, qui représente plus de 35% du marché russe aujourd'hui, et pour la première fois donc de sanctionner le pétrole avec une décision qui a été prise. Nos décisions ajoutées aux engagements unilatéraux qui ont été pris en particulier par l'Allemagne et la Pologne vont permettre de mettre sous sanctions dès maintenant et d'avoir une sortie d'ici la fin de l'année de l'utilisation du pétrole russe à 92%. Donc c'est une mesure très structurante, à la fois qui va pénaliser l'économie russe à court terme mais qui surtout va très profondément changer la manière dont les Européens aujourd'hui s'approvisionnent. Et c'est ça qu'il faut voir, une restructuration de nos économies. À côté de cela nous avons décidé d'accroître aussi le soutien à l'économie ukrainienne, avec les 9 milliards d'euros de soutien macro-économique et financier à l'Ukraine, là aussi, sur la base de la proposition faite par la Commission.

Au-delà des sanctions et de ce sixième paquet très important, qui était je crois nécessaire compte tenu des discussions que nous avons eues hier avec le président ZELENSKY, et de ce soutien à l'Ukraine, nous avons poursuivi l'agenda de Versailles, qui est celui de notre autonomie stratégique, de notre indépendance. En matière de défense, sur la base des propositions très importantes de la Commission, nous avons acté le besoin de dépenser davantage et d'investir davantage. Et donc nous avons donné mandat là aussi pour au-delà des 500 millions d'euros supplémentaires qui ont été décidés, aller vers une stratégie permettant des programmes de construction communs, des programmes d'achats communs. Au fond, nous avons acté que notre Europe avait besoin, comme nous le faisons depuis cinq ans maintenant avec le Fonds européen de défense et les différents éléments que nous avons accumulés, que notre Europe avait besoin de s'équiper davantage, d'acheter davantage, et aussi de bâtir une base industrielle et technologique de défense plus forte. Et donc, cet argent que nous allons déployer doit s'accompagner aussi d'une stratégie industrielle, car il ne s'agit pas d'aller acheter des équipements qui sont faits ailleurs. Construire notre souveraineté, c'est aussi bâtir des équipements qui sont faits par les Européens pour les Européens. Donc cette stratégie se poursuivra dans les prochains mois sur la base des propositions très fortes faites par la Commission.

En matière d'énergie, plusieurs éléments ont été proposés, c'est la stratégie REPowerEU qui en est la base. D'abord, elle va permettre d'apporter des réponses et des accompagnements aux États nationaux, compte tenu de la volatilité des prix et des mesures nationales qui sont prises pour faire face à cette montée des prix du gaz et de l'électricité, parce qu'il nous faut des mécanismes qui permettent d'aider les États les plus fragiles à prendre, si je puis dire, en compte la pression financière que cela exerce sur eux. Nous le voyons pour ce qui est de la France, depuis octobre dernier nous avons pris des mesures permettant ce blocage des prix, en particulier sur le gaz puis sur l'électricité. REPowerEU va aussi permettre d'accompagner notre stratégie de plus grande indépendance. Nous avons confirmé le mandat qui a été donné la dernière fois d'achats communs de gaz, ce qui est un point important. Et là, nous avons acté que les discussions avec les États souverains qui permettront de diversifier notre approvisionnement doivent se faire à travers ce mécanisme, qui à l'égard du Qatar, qui à l'égard d'autres puissances. Et derrière cela, nous avons acté des financements communs pour permettre, justement, d'adapter nos structures à cette sortie progressive des fossiles, en particulier russes. Pour le dire très simplement, les décisions que nous avons prises, le sixième paquet de sanctions, et les mesures que nous allons prendre vont supposer pour beaucoup de pays, eh bien, de couper des infrastructures existantes, de complètement refaire les raffineries, de refaire les structures, et ça, ce sont des investissements qui seront accompagnés par ce mécanisme REPowerEU.

Le cœur de cette stratégie, j'insiste sur les objectifs, est lequel ? C'est de tenir ensemble quatre objectifs que nous ne devons pas perdre de vue. Le premier, c'est les prix. On doit avoir des prix soutenables pour les entreprises, et pour les ménages. Le deuxième, c'est notre indépendance. On veut sortir de la dépendance au gaz et au pétrole russes dans les meilleurs délais, mais ne pas aussi créer d'autres dépendances. Troisième objectif, - ils sont tous aussi importants les uns et les autres - c'est le climat. Et donc, cet objectif d'indépendance doit aussi se faire en n'oubliant pas que certes, sortir du gaz russe est une bonne chose, mais ça ne remplace pas la sortie du gaz en totalité pour aller vers le renouvelable et le nucléaire, qui sont des manières de produire de l'électricité en n'émettant pas de gaz à effet de serre. Et quatrième point, les finances publiques. C'est aussi pour ça que nous avons décidé des mécanismes communs pour que ces stratégies soient accompagnées. Ces quatre objectifs vont être au cœur de notre stratégie dans les prochains mois.

Enfin, nous avons également parlé de sécurité alimentaire à travers un échange que j'avais souhaité aussi avec Macky SALL en tant que président de l'Union africaine, et nous avons nous-même confirmé nos objectifs. La France a fait porter d'ailleurs, en lien étroit avec le Sénégal, en tant que président de l'Union africaine, cet objectif de défendre la sécurité alimentaire, qui va passer à court terme par le travail qui est le nôtre, en lien étroit avec la Turquie, sous l'égide des Nations unies, d'essayer au plus vite de sortir les capacités qui existent aujourd'hui en Ukraine, c'est-à-dire les 20 millions de tonnes environ de grains et de céréales, pour pouvoir les acheminer vers les pays qui en ont le plus besoin. Ensuite, de développer en lien avec le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale du commerce, et là encore les Nations unies, les mécanismes de transparence qui vont éviter ou limiter les stockages et les surstockages qui sont faits par certains Etats. Et puis pour nous, produire davantage, pouvoir exporter davantage vers les pays qui en ont plus besoin, et intensifier notre aide, en particulier à l'égard du continent africain pour qu'il puisse plus produire, parce que plusieurs de ces pays sont très dépendants aujourd'hui, on le sait, de ce qu'il se passe en Ukraine et de la guerre lancée par la Russie. Et donc nous avons eu cette discussion et confirmé notre volonté autour de l'initiative FARM.

Un dernier mot ici pour dire que durant ce Conseil européen, le Premier ministre grec a exprimé avec beaucoup de force les inquiétudes de la Grèce, les préoccupations légitimes et a condamné les propos qui ont été tenus par plusieurs officiels turcs mettant en cause la souveraineté de la Grèce sur plusieurs îles. Je veux ici dire évidemment le soutien de tous les Européens et en particulier de la France. Nul ne saurait mettre, si je puis dire, en danger la souveraineté de quelque Etat membre aujourd'hui et je pense que ces propos doivent être condamnés au plus vite, ce que je tenais à faire devant vous.

Je vais prendre quelques questions avant de filer.

Journaliste

Certains de vos homologues dont Alexander DE CROO ont dit, bon, ce paquet de sanction on est au bout de la route, il y aura peut-être un sixième paquet, mais en tout cas, il n'y aura sûrement pas l'embargo sur le gaz. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je pense qu'il faut dans cette affaire ne jamais oublier que nous sanctionnons la Russie et nous aidons l'Ukraine parce qu'il y a sur notre continent une guerre qui a été décidée par la Russie contre un peuple, contre la démocratie, et que nous devons tout faire, en plus de cela, pour continuer à équiper l'Ukraine pour résister parce qu'il en va de nos valeurs, de nos libertés, de notre continent. Et notre objectif est toujours le même : stopper la guerre sans y participer.

Je pense qu'il faut beaucoup d'humilité. Il y a deux mois, personne ne pensait envisageable les sanctions sur le pétrole russe. Et beaucoup des dirigeants étaient devant vous en disant : jamais on ne touchera au pétrole et au gaz, c'est sûr. C'est pourquoi ce sixième paquet est historique. C'est que nous avons décidé de manière très claire de sanctionner dès maintenant et de sortir dans les meilleurs délais du pétrole russe. Et les mesures d'exemption, je ne vais pas rentrer dans la technique, mais qui ont été décidées, elles l'ont été pour les Etats qui sont très dépendants, dont les raffineries ne peuvent pas être converties trop vite, et qui n'ont pas d'accès à la mer. Donc dans des cas très spécifiques, très encadrés, avec une limite de temps en particulier de 18 à 24 mois. Je pense à ce qui a été accordé à la République tchèque, qui était la possibilité de continuer à obtenir ces volumes parce qu'elle n'a pas de possibilité de diversification - on a limité dans le temps, avec un contrôle de la Commission européenne, et des meilleurs efforts qui doivent être faits et vérifiés. Donc, je pense que ce qui a été décidé aujourd'hui, le sixième paquet est un paquet très fort qui encore une fois, il y a quelques semaines, personne ne pensait possible. Je pense qu'il ne faut rien exclure pour les semaines qui viennent. Tout dépend de l'évolution de la situation sur le terrain. Je pense que nous ne devons rien exclure.

Journaliste

Concernant la libération des grains, quelle est l'option qui vous semble la plus réaliste ? Est-ce que vous pensez aboutir à un accord avec Vladimir POUTINE pour libérer les grains ? Monsieur Macky SALL a également un problème sur la déconnexion de Swift qui entrave les paiements des banques africaines.

Emmanuel MACRON

Oui, sur ce point, nous l'avons évoqué et évidemment, tous les mécanismes sont mis en place, y compris la solidarité des Européens pour aider en particulier à ce que les paiements puissent être faits, et surtout qu'il y ait la possibilité de faire acheminer les engrais, ce qui est indispensable à l'agriculture africaine.

Sur les solutions de court terme pour sortir aujourd'hui les céréales, le blé, en particulier du port d'Odessa, je veux saluer les efforts qui ont été faits et lancés par le Secrétaire général des Nations Unies, dans le cadre desquelles d'ailleurs nous œuvrons. La décision ne dépend pas de nous, mais elle dépend en effet d'un accord de la Russie et de garanties apportées par la Russie pour que, face au déminage qui est indispensable pour que les vraquiers et tous ces bateaux puissent être acheminés et prendre ces céréales, les garanties de sécurité soient apportées aux Ukrainiens pour éviter qu'ils ne soient attaqués. La Turquie a un rôle très important compte tenu de sa responsabilité, justement, dans la mer Noire, de par les traités existants. Et j'ai vu qu'il y avait eu des conclusions positives à l'échange entre le président ERDOGAN et le président POUTINE. Donc j'espère que les prochains jours, prochaines semaines permettront de régler cette situation. En tout cas, je veux saluer la grande clarté du président ZELENSKY sur ce point qui m'a rappelé il y a quelques jours sa volonté en tout cas d'aller sur cette voie. Mais il a besoin de garanties de légitimes de sécurité qu'on ne peut pas évidemment remettre à la Russie puisque la Russie a décidé de cette guerre. C'est donc le cadre des Nations Unies qui nous permettra de le faire. J'ai proposé dans la discussion que nous avons eue avec Olaf SCHOLZ, samedi dernier, au président POUTINE que nous prenions l'initiative d'une résolution aux Nations Unies pour donner un cadre très clair à ces opérations et nous attendons maintenant le retour de la Russie sur ce point. Et nous sommes en permanence en lien avec le secrétaire général des Nations Unies.

Journaliste

Une enquête a été ouverte par le parquet sur la mort de mon collègue, de notre collègue, Frédéric. Est-ce que la France va prendre une initiative ? Et vous, qui êtes un interlocuteur de Vladimir POUTINE, est-ce qu'à ce qu'à titre personnel, vous allez prendre une initiative également, tenter de trouver une solution, d'avoir des explications.

Emmanuel MACRON

D'abord, je veux ici, en vous redisant mes condoléances, être très clair. La France s'est toujours battue et continuera de se battre contre l'impunité. Et donc oui, il y a l'enquête qui a été décidée par nos magistrats et les enquêtes internationales que nous mènerons, les enquêtes aussi en lien avec les Ukrainiens. Et nous avons, comme vous le savez, déjà lancé plusieurs enquêtes dans le cadre des coopérations internationales existantes. Et cela couvrira aussi ce crime et l'assassinat de votre confrère.

Ensuite, je veux ici condamner avec la plus grande fermeté les premiers propos que j'ai entendus d'officiels remettant en cause le statut de journaliste de votre collègue ou sa présence sur le terrain. Ça, c'est inacceptable. Donc, il y a un cadre qui existe.

Les journalistes, les humanitaires doivent être protégés sur les lieux de guerre, les civils doivent être protégés sur le lieu de guerre. Et on le voit bien aujourd'hui, la guerre qu'a choisi de mener la Russie contrevient à tout le droit international. Et donc, ce sujet ne peut pas rester impuni. Et donc, nous mènerons toutes les initiatives juridiques possibles pour que les actions aillent à leur terme.

Journaliste

Sur l'organisation de la Ligue des Champions ?

Emmanuel MACRON

Je ne ferai aucun commentaire sur ce qui relève du Gouvernement et ce qui a déjà été instruit.

Journaliste

A word on the candidate status for Georgia, Ukraine and Moldova ?

Emmanuel MACRON

Look, on this issue, which is a very sensitive one, I want to say first, we have to wait for the report by the Commission. Based on this report, we will have the debate in June. I think that it will be a very important moment. And I want here to reiterate the availability of France to give a very strong signal to a lot of countries. On top of that - and this is a mechanism which is a complement to the accession process - I think we do have to rethink our way to frame the continent. It cannot just be through EU enlargement because it is a process which is definitely too long. This is why I did propose a few weeks ago this "European political community" whose perspective is to give a political framework with regular meetings and sessions, gathering on the continent all our states and governments sharing the same values and the same geography and dealing with geopolitics, strategy, defense, energy, infrastructures and so on. And I want to launch in the coming weeks this initiative and to make it real. On top of it.

Journaliste

Your calls with Vladimir PUTIN, what is the point of that ? Because they seem to be creating a lot of tension. When you got on the phone with Vladimir PUTIN, just to clarify, what is the goal of the call ?

Emmanuel MACRON

The goal is first to deal with some humanitarian issues, food security, access to the International Red Cross to prisoners and this type of thing. If you do not discuss with the Russians, it is impossible to secure this type of operations.

Number one, each time, this is in direct link with president ZELENSKY. Second, ask for ceasefire and direct contact with president ZELENSKY, because this is its request. Third, we have to keep discussing where Russia and Ukraine do stand in order to prepare peace the day they will resume the negotiations. And I think this is very important and this is our duty as Europeans, in full transparency. Those who will have to negotiate are the Ukrainians and the Russians, the day they will decide and the day the ceasefire will be real. But as Europeans, we will be part of the guarantors of such a process. So it is normal to be involved with each party and keep discussing.

So for all these reasons, I do endorse discussing with Vladimir PUTIN on a regular basis with a very demanding approach and full transparency with president ZELENSKY.

Journaliste

Do you see any signs that Vladimir PUTIN sees any impact from these sanctions? Are they influencing his behaviour?

Emmanuel MACRON

I do see in our discussions the fact that both sanctions and military support to Ukraine do impact the Russian war and Russian efforts. First, because this is a big solidarity package towards Ukraine. This is how Ukraine did resist during the past few weeks. First, thanks to the bravery, but also because we sent this equipment and so on, and because yes, there is an economic impact on the Russian economy and the ability of Russia to finance this war.

Journaliste

La France est-elle favorable à un embargo sur le gaz ?

Emmanuel MACRON

Je l'ai dit, je pense qu'il ne faut rien exclure. Ce n'est pas un sujet consensuel. La France en tant que telle a une situation très particulière parce que nous sommes très peu dépendants et donc nous pouvons très vite aujourd'hui nous organiser pour ne pas avoir de problème. Comme le réseau est interconnecté au niveau européen, le sujet tiendra les autres États membres très dépendants du gaz russe. Mais vous m'entendez parler depuis 5 ans d'autonomie stratégique et dire que les sujets énergie sont clés. Nous le vivons ici à plein. Mais moi, je pense qu'il ne faut rien exclure parce que nul ne sait dire comment les choses évolueront et comment la guerre évoluera. Et donc, il nous faut garder une crédibilité. Et cette ambiguïté stratégique aussi est utile. Mais ce sixième paquet est une étape très importante, encore une fois parce qu'il y a ne serait-ce qu'un mois, très peu de gens vous disaient qu'on était en capacité d'aller faire quelque chose sur le pétrole. Nous l'avons décidé. Merci beaucoup.